

# ACCUEILLIR DES PUBLICS ET LEUR FAÇON DE VIVRE

Entretien avec GABRIEL VADNAÏ, ancien directeur, et KARÈNE FREDJ, directrice de la fondation Casip Cojasor, réalisé par MARIE POINOT.

## Hommes & Migrations :

**Il n'est pas facile de retracer les quarante années de votre direction de cette fondation. Dans quel contexte avez-vous accepté cette fonction ?**

**Gabriel Vadnaï :** Je suis arrivé au Comité d'action sociale israélite de Paris (Casip) en novembre 1974. Mon prédécesseur, Nathan Samuel, était le directeur d'un foyer d'étudiants. Quand j'ai rencontré Alain de Rothschild, à l'époque président du Casip, il m'a dit « *vous savez, c'est un petit job d'appoint. Je vous propose un poste à mi-temps mais je ne suis pas sûr que vous allez le remplir* ». Effectivement, je suis rentré dans une période de transition, après les grandes immigrations juives d'Afrique du Nord. Il y avait eu la Hongrie en 1956, le Maghreb dans les années 1960, toutes ces immigrations ont été très actives. Le Casip avait reçu 150 000 personnes pendant cette période-là. En 1974, ces flux s'étaient quasiment arrêtés. Je suis rentré dans une organisation exsangue. Le déficit financier représentait la moitié du budget annuel, de l'ordre de 2 millions de francs. Auparavant, le Casip était très subventionné par le Fonds social juif unifié. Entre 1974 et 1980, j'ai tenté de rétablir la situation par des départs volontaires du personnel. Jusque dans les années 1980, la période fut assez difficile. La mission du Casip arrivait à son terme : les immigrés d'Afrique du Nord qui étaient arrivés dans les années 1960 étaient insérés (travail, logement, etc.).

**H&M : Où sont localisés les établissements de cette fondation, dans l'ensemble de la France ou plus particulièrement en Île-de-France ?**

**G. V. :** Le Comité d'action sociale israélite de Paris était l'héritier du Comité de bienfaisance de la ville de Paris. Son siège social, situé au 60, rue Rodier, comprenait des services sociaux. Une maison de personnes âgées, située au 46, boulevard de Picpus, fut reconstruite quand je suis rentré au Casip. Depuis 1954, il y avait la maison des étudiants « Le toit familial », rue Guy Patin, le Centre Halphen, un centre d'accueil de jour pour les enfants, Un autre centre pour les enfants, situé au 120, boulevard de Belleville, les réunissait après l'école pour le suivi des études, et le mercredi jour de congé. Je pense qu'il n'y avait pas plus d'une trentaine de salariés dans ces différentes institutions. Nous sommes devenus une fondation nationale avec la fusion avec le Cojasor en 2000. Cet organisme avait des activités en province.

**Karène Fredj :** La fondation est située dans des quartiers et des localités qui ont vu s'installer des populations migrantes juives d'Europe de l'Est ou d'Afrique du Nord. À Nice et Aix-les-Bains, où des maisons de retraite ont été créées pour accueillir des Juifs qui avaient été assignés à résidence dans la zone libre durant la guerre, à Paris, dans les quartiers de l'Est parisien (Belleville, le XIX<sup>e</sup>) et dans le Marais.

## REPÉRAGE

**H&M : Quels types de public étaient accueillis à l'époque ? Des réfugiés, des immigrés ou des personnes déjà installées ? Est-ce que ce public a changé durant les quatre décennies de votre direction de la fondation ?**

**G. V. :** Dans les années 1970, nous avions surtout un public de migrants arrivés d'Afrique du Nord. Ceux qu'on appelle les Israélites étaient bien intégrés et avaient une certaine stabilité, la fondation accueillait des nouveaux arrivés de Tunisie ou bien des immigrés plus anciens qui n'arrivaient pas à s'insérer. Le Cojasor s'occupait essentiellement de personnes âgées. Jusqu'en 1974, les gens sont venus en France pour des raisons politiques (décolonisation des États musulmans, conflits du Moyen-Orient, antisémitisme). 4 000 personnes étaient alors à notre charge. Aujourd'hui, les chiffres ont augmenté puisqu'on touche à peu près 6 000 familles, soit une vingtaine de milliers de personnes. La population a totalement changé. À partir de 1974, avec l'apparition du chômage, 95 % du public sont des gens en difficulté sociale. Les immigrés ont été les premiers à avoir perdu leur job avec la crise. Mais toutes les couches de la population sont concernées par les problèmes sociaux, toutes les origines, des personnes âgées et aussi des jeunes.

**H&M : La fin du régime soviétique a-t-elle fait venir en France des Russes comme l'avaient prédit les sociologues à la chute du mur de Berlin ?**

**G. V. :** Actuellement, nous recevons surtout des Juifs de l'ex-URSS. Mais ils ne sont pas nombreux, de l'ordre de 100 ou 200 personnes par an sur les 20 000 personnes suivies par la fondation. L'URSS accordait des visas aux Juifs à condition qu'ils aillent en Israël. Beaucoup y sont allés

pour cette raison. Ensuite, parce qu'ils n'avaient rien à y faire et qu'ils ne se sentaient pas spécialement proches de la communauté juive, ils sont partis aux États-Unis. Moi-même, je suis allé à Vienne accueillir les Juifs venus d'URSS par train.

**H&M : Peut-on dire que l'effort de communication et de réorganisation que vous évoquiez a permis à la fondation d'avoir plus de visibilité et d'être reconnue, notamment comme acteur de l'action sociale ?**

**G. V. :** Il faut toujours être modeste quand on affirme que notre visibilité est le résultat de notre effort de communication. Je vais donner un petit exemple. J'ai été l'un des premiers dans la communauté, et même à l'extérieur, à faire des brochures explicatives, à envoyer des appels qui n'étaient pas de simples lettres. Avec les radios libres et communautaires, on a même initié des campagnes d'appels aux dons. Grâce à ces actions, la fondation a été déjà plus visible dans la communauté juive et par conséquent dans la société française. Le Casip a très vite été pressenti comme partenaire des pouvoirs publics, et en particulier de la ville de Paris. En 1984, nous avons fêté le 175<sup>e</sup> anniversaire du Casip à la mairie de Paris, signe d'une reconnaissance publique de la fondation. Alors que nos rapports auparavant étaient extrêmement succincts. On recevait à l'époque des petites subventions municipales destinées aux œuvres de bienfaisance. À partir du mandat de Jacques Chirac, une politique plus soutenue par les pouvoirs publics a pu être développée. Des subventions du ministère des Affaires sociales, du Fonds d'action social pour les travailleurs migrants (FAS) étaient accordées au titre de l'accueil des Juifs d'Afrique du Nord. Quant au Cojasor, il était aidé au titre de l'aide aux réfugiés. Le Cojasor s'était beaucoup occupé, notamment après la Seconde Guerre mondiale,

de l'accueil des Juifs qui sortaient des camps de concentration, et donc des réfugiés d'Europe centrale qui venaient en France pour y rester, ou qui étaient en transit vers Israël ou les États-Unis.

À partir des années 1980, avec la loi de déconcentration, la ville de Paris s'est rapprochée des associations. On avait d'ailleurs des réunions communes avec l'ensemble des associations du secteur social de Paris, comme par exemple avec le comité d'action sociale protestant ou le Secours catholique. On avait d'excellents contacts avec les délégués généraux à l'action sociale de la ville de Paris (Patrick Valroff et Antoine Durrleman). Cette convivialité associative a conduit au fait que, lorsque le RMI a été mis en place, la ville de Paris a demandé aux représentants des associations de présider les commissions locales d'insertion (CLI). J'ai été, pendant quinze ans, président successivement de deux commissions locales d'insertion qui validaient tous les dossiers des attributaires du RMI. C'est au cours de cette période que nous avons créé le foyer pour handicapés mentaux Michel Cahen. Je suis allé voir la ville de Paris et je leur ai dit « *on va faire le foyer, tout ce que je vous demande, c'est que vous nous souteniez sur le plan moral, que vous nous donniez des autorisations, financièrement on va se débrouiller* ». Ils ont donc joué le jeu. Et puis un jour, à une réunion, le délégué général à l'action sociale m'a dit : « *On veut participer à votre foyer. Qu'est-ce que vous diriez de recevoir 850 000 francs ?* » Ensuite, on a développé le projet ensemble. On fait beaucoup d'autres opérations. La dernière en date avec la ville de Paris, c'est le foyer Brunswic pour handicapés mentaux vieillissants, qui a été inauguré en 2012.

Après 2004, les représentants d'associations ont été remplacés par des fonctionnaires ou des élus du secteur social. La politique envers les associations a évolué : les pouvoirs publics disaient qu'ils manquaient de financements pour leurs propres établissements et qu'ils avaient moins de moyens

pour le privé. Les organisations sociales ont été soumises à un plus grand contrôle de leur gestion. Je lisais le numéro annuel de la revue *Capital* qui stigmatisait l'argent public dépensé inutilement dans des bâtiments publics sans fenêtre ou dans la construction de ponts qui ne menaient nulle part. Et, le lendemain, j'avais le contrôleur de la DDASS qui regardait nos comptes à la dizaine de francs près. Aujourd'hui, les pouvoirs publics nous demandent plus de qualité et plus d'efforts avec des budgets réduits.

### **H&M : Comment décrire aujourd'hui les particularités de la fondation dans le paysage français de l'action sociale ?**

**K. F. :** La fondation, qui est bicentenaire, fait partie du paysage français de l'action sociale, comme l'a rappelé Gabriel Vadnai. Cette fondation sociale juive a été créée à un moment où la protection sociale n'existait pas, mais où des personnes aisées ont pris en charge des actions de bienfaisance. L'autre particularité est d'être une fondation privée reposant sur le mécénat pour partie des fondateurs. Elle développe des activités pour un public communautaire parce qu'elle travaille sur l'identité des personnes, sur leur insertion dans leur communauté et plus largement dans la société française. L'histoire de la fondation est d'avoir accompagné des vagues d'immigration qui avaient fui des persécutions. Aujourd'hui, nous accueillons des personnes intégrées mais qui connaissent des difficultés. La fondation accueille encore dans une moindre mesure des Juifs de Moldavie et des autres pays de l'Est, les aide à ouvrir leurs droits de demandeurs d'asile, à apprendre le français et en leur apportant des soutiens de première nécessité comme pour tous les autres publics.

**L'histoire de la fondation est d'avoir accompagné des vagues d'immigration qui avaient fui des persécutions.**

## REPÉRAGE

**H&M : Quand vous parlez de communauté, vous évoquez une identité juive, une identité autour d'une religion ? Est-ce qu'il y a eu un débat sur comment définir cette identité ?**

**G. V. :** Quand on dit religion, on parle des gens qui vont à la synagogue. Il y a beaucoup de gens qui font partie de la communauté juive mais qui n'y vont pas. C'est aussi une communauté de destin. Si voulez faire rigoler un public juif, il faut lui proposer un débat sur la question « qui est juif ? ». Il y a autant d'avis que

*Nos 500 salariés ne sont pas tous de confession juive, mais ils sont recrutés sur la base de leurs compétences dans le secteur social.*

de gens, et pas vraiment de réponse unique. Certains se sentent concernés par le vécu juif et par la solidarité avec ceux qui ont subi les mêmes situations. Pourquoi des Juifs d'Europe centrale, installés en France avant les Juifs d'Afrique du Nord, ont-ils pensé qu'il fallait aider ces derniers ? Tout dépend de la façon dont les choses sont ressenties. Il y a un aspect religieux, ethnique, un aspect de destin commun avec ceux qui ont été persécutés. Une communauté ne se définit pas avec des frontières ou des critères précis.

**H&M : Pourquoi une fondation d'action sociale conserve-t-elle aujourd'hui une identité juive ? Est-ce une exception en France ? Le débat sur cette identité est-il interne ou bien surtout suscité par vos relations avec votre environnement institutionnel ?**

**K. F. :** Aujourd'hui, quand on travaille sur l'identité juive ou une autre identité, même avec un vieil antisémitisme qui ressurgit parfois, on sent immédiatement une suspicion de communautarisme au sens péjoratif du terme. La fondation ne cherche pas à convaincre les partenaires

publics car c'est un peu peine perdue, dans un contexte extrêmement difficile. Certains inspecteurs nous demandent de dire combien il y a de Juifs dans nos établissements, du moins en pourcentage. Vous pensez bien, après Vichy, que nous ne tenions pas de fichiers des Juifs, ni ne demandions aux personnes de se déclarer comme telles. Et la laïcité n'est pas bien comprise en France. Un rapport au titre évocateur, « Les crèches aux influences juives », visait certainement des crèches confessionnelles. Nous sommes convaincus de l'importance de travailler sur l'identité et l'environnement familial dans l'accompagnement individuel.

La fondation fait une différence entre professionnels et publics. Nos 500 salariés ne sont pas tous de confession juive, mais ils sont recrutés sur la base de leurs compétences dans le secteur social. La fondation leur propose de découvrir l'action sociale juive par une formation. Avec une taille critique, notre équipe est réactive, disponible pour exercer avec une certaine liberté des initiatives et des innovations. Par exemple, l'idée de développer du bénévolat auprès des jeunes retraités actifs pour mener des actions auprès des publics. Ou bien d'expérimenter une agence immobilière sociale pour loger des personnes âgées un peu au-dessus des minima sociaux mais qui ne peuvent plus accéder à un logement sans les sortir de leur environnement, en faisant jouer la solidarité des mécènes sur des logements vacants. Cela reste un pari pour 2017 !

**H&M : L'hospitalité et la prise en compte des parcours traumatiques des réfugiés est-elle une valeur centrale dans les orientations actuelles de la fondation ?**

**K. F. :** Quand un service s'occupe des survivants de la Shoah, le parcours traumatique de la personne est pris comme une valeur centrale. Cela rejaille sur des actions spécifiques avec des groupes de

parole et un numéro vert pour ceux qui veulent se confier. Le personnel de la fondation doit constamment être formé, comme par exemple après des attentats, notamment celui contre l'Hyper Cacher, pour accompagner les traumatismes qui se sont réveillés parmi nos publics survivant de la Shoah, dans les maisons de retraite, mais aussi parmi les personnes handicapées. Nous ne proposons pas de soins cliniques mais de l'écoute psychologique et de l'accompagnement social.

**H&M : La multiplicité des secteurs investis (logement, accueil et accompagnement social, santé, retraite, etc.) est-il un atout et comment maintenir une cohérence forte au regard des demandes des usagers ?**

**K. F. :** Ces activités multiples peuvent paraître atomisées mais la cohérence provient du fait que nos interventions portent sur la famille et l'ensemble de ses besoins. C'est pour cela que nous nous sommes intéressés aux femmes et à leur insertion professionnelle en ouvrant des haltes-garderies. Ces actions évoluent avec le temps tout en restant centrées sur la famille dans toutes ses composantes : les majeurs en situation de handicap, les personnes âgées. Malgré les normes d'intervention sociale, la question de l'identité reste importante dans le choix des priorités de l'accompagnement et des dépenses, pour adapter les actions en fonction de chaque personne. Une maison de retraite juive accueille des personnes qui souhaitent manger casher, des personnes qui souhaitent être protégées parce qu'elles ont vécu de l'antisémitisme, ou encore des personnes qui veulent partager une langue ou une culture avec d'autres pensionnaires. Ce sont les arguments que l'on retrouve dans les lettres de candidatures qui insistent sur la reconnaissance de l'identité juive et la protection apportée.

**H&M : Y a-t-il eu des moments où il a été nécessaire pour la fondation de se prémunir contre des formes d'antisémitisme ?**

**G. V. :** L'antisémitisme a été proscrit pendant près de cinquante ans, mais il est sous-jacent dans la société française. Après l'élection de Mitterrand, nous avons reçu un courrier stipulant qu'en raison du caractère religieux du Casip, la subvention du FAS était supprimée. J'ai rencontré à l'époque Georgina Dufoix pour lui demander des explications. D'abord, nous ne sommes pas un organisme religieux, mais un organisme de la communauté juive. Nous avons une identité, mais pas une action religieuse. Les gens accueillis ne le sont pas sur une base religieuse. Nous ne leur demandons pas une attestation. Les non-Juifs sont également accueillis. Georgina Dufoix a rétabli la subvention, puis en deux, trois ans, elle a disparu. Compte tenu du fait que les Juifs d'Afrique du Nord n'arrivaient plus dans les années 1980, la subvention n'avait plus vraiment sa raison d'être.

**H&M : Et vous associez cette décision à une forme d'antisémitisme ?**

**G. V. :** Pourquoi avoir invoqué cette question des publics ? Le FAS aurait pu dire que le public avait changé et ne correspondait plus aux critères, etc. Un autre exemple : le Casip a ouvert une annexe boulevard de Belleville. Les habitants de l'immeuble ont dit qu'ils ne voulaient pas de nous. On a essayé de savoir pourquoi. Ils ont répondu que nos activités allaient entraîner trop de mouvements. Alors, j'ai rétorqué que « *le social a certains inconvénients. Vous n'allez pas pouvoir empêcher une activité sociale qui est dans un bâtiment différent du vôtre. Le local est situé en arrière-cour* ». On leur

L'antisémitisme a été proscrit pendant près de cinquante ans, mais il est sous-jacent dans la société française.

## REPÉRAGE

a donné des garanties. On leur a dit de ne pas s'inquiéter, qu'il s'agissait d'un type particulier de public de passage. Ce n'est pas le public de la rue Pali Kao où est le centre principal d'accueil. Cela n'a pas empêché que cette copropriété nus fasse un procès qui a duré plus de 10 ans et que nous avons gagné. Les procédures intentées sous les prétextes les plus spécieux ont été perdues les unes après les autres. Peut-on dire que ces

copropriétés sont antisémites ? Si nous n'avions pas été juifs, nous aurions peut-être trouvé un accueil plus rapidement, mais la virulence des propos était difficilement explicable.

Plus récemment, nous nous sommes heurtés à des difficultés de subventions pour notre halte-garderie, avec l'argument qu'elle était communautaire et donc contraire à la laïcité. Est-ce que les activités sont religieuses ou communautaires, etc. ? Pourtant, il y a des haltes-garderies rattachées aux organismes catholiques. Il y en a même une qui n'accueille que des Chinois, en vue de leur intégration dans la communauté française. Or les Juifs qui viennent à la fondation sont français, et il n'y a pas de raison pour qu'ils n'aillent pas dans une halte-garderie de la communauté. Je peux comprendre cette politique de laïcité affirmée. Mais ce qui m'a beaucoup étonné, ce sont les arguments choisis. Au Conseil de Paris, des remarques ont même porté sur le fait que nos éducatrices portaient des jupes longues. Il y avait des affaires de foulard ailleurs, ici c'était la jupe longue. On aurait voulu les voir en minijupes. Parfois, il y a des moments de tension, dont on ne sait pas toujours par quoi ils sont dictés. On sait bien que, ces dernières années, la peur de l'islam a induit une réaction de défense à l'égard de la communauté juive. L'islam et la communauté juive ont été mis dans le même sac pour ne pas faire de différence.

**H&M : Deux siècles d'activité pour une fondation, est-ce que vous avez pris conscience de l'importance de préserver cette histoire ?**

**G. V. :** L'action sociale n'intéresse pas grand monde. La discrétion qui entoure les dossiers d'action sociale est un principe déontologique. Je crois même que dans le public aujourd'hui, au bout d'un temps qui est relativement court – au bout de 2 ou 3 ans –, on fait disparaître les dossiers des assistantes sociales. On commence à peine à s'y intéresser. Dans cinquante ans, peut-être que ces dossiers permettront d'écrire l'histoire sociale. On est l'une des plus anciennes fondations. Par rapport à l'histoire du Casip, Laure Politis, responsable des archives, et d'autres archivistes avant elle ont pour mission de conserver et de diffuser cette histoire. Beaucoup d'archives du Casip ont été perdues, notamment après la Seconde Guerre mondiale qui a été un cataclysme humain et archivistique. Mais il est vrai aussi que cette conscience de l'histoire du service social n'existait pas. Après la guerre, les vieux dossiers des clients ont été utilisés pour faire du feu.

**H&M : Vous pensez qu'on pourrait être surpris par ce que renferment ces archives, tout ce qu'elles peuvent nous dire de destins singuliers ?**

**G. V. :** D'abord, à titre individuel, il y a des gens dont on n'imagine pas qu'ils ont été suivis par un service social. Tel grand homme ou telle personnalité a, un jour, eu besoin d'un service social et a été aidé. Il y a aussi la dimension humaine et de solidarité du service social. Seules les archives des institutions comme la nôtre peuvent l'attester. Au-delà, il y a des questions qui me paraissent aussi importantes. Que sont devenus les gens accompagnés ? Quelles ont été leurs trajectoires ? Où sont-ils allés s'installer ensuite ? Quels ont été les

Dans cinquante ans, peut-être que ces dossiers permettront d'écrire l'histoire sociale.

On est l'une des plus anciennes fondations.

modes de travail social utilisés ? Il y a eu la période au Casip où il n'y avait que des bonnes âmes, des dames patronnesses. Puis la professionnalisation s'est mise en œuvre à partir des années 1920 avec les premiers travailleurs sociaux en France. Des équipes américaines sont venues former les travailleurs sociaux de la communauté juive française. Le travail social a, de ce point de vue, beaucoup changé. Quand je suis arrivé au Casip en 1974, nous étions en plein débat sur la position des pouvoirs publics par rapport aux personnes étrangères. Le travailleur social représentait-il l'État et devait-il imposer aux publics certains modes et normes de vie ? Cette réflexion contestait que le travailleur social ait à dicter aux migrants qui arrivaient des règles et des modes de vie de la société française. Aujourd'hui, on a mieux intégré la distance qu'un travailleur social doit prendre pour accepter que le public ait ses exigences propres. Certes, nous devons l'intégrer dans une nation française. Mais il a aussi le droit à sa propre approche, à une autre philosophie de la vie. Au Casip, on ne prenait pas en compte la demande religieuse de certains usagers jusque dans les années 1970. J'ai beaucoup travaillé pour que les publics soient reçus avec une certaine compréhension de leur façon de vivre. Les Juifs d'Afrique du Nord étaient assez traditionalistes. Ils avaient envie qu'on les aide à vivre leur vie quotidienne, à fêter les fêtes juives. On trouve tout à fait normal que les mairies distribuent des boîtes de chocolats au moment de Noël pour que les personnes âgées soient heureuses. Les Juifs ont d'autres fêtes et viennent nous voir pour qu'on fasse quelque chose à ces moments-là. Le travail social n'est pas seulement technique mais doit s'accompagner d'une certaine empathie, d'une compréhension des attentes culturelles et religieuses.

**H&M : Les récits de vie des personnes accueillies et suivies sont-ils pris en compte et valorisés pour mettre en lumière l'héritage de cette fondation ? Avez-vous un patrimoine (langues**

**et cultures) ou des archives à préserver et à diffuser plus largement ?**

**K. F. :** La fondation a développé un programme qui s'intitule « De bouche à oreille » porté par le service survivants de la Shoah, et non par le service archives, qui consiste à mettre en relation des lycéens et des personnes qui sont d'accord pour raconter leur parcours et le mettre dans un document sous forme de récits de vie imprimés en petits ouvrages tous les ans. Ce sont souvent des témoignages qu'elles veulent laisser à leurs petits-enfants. Les lycéens sont les enquêteurs et, cette année, pour la première fois nous allons collaborer avec un lycée public, ce qui est très difficile en général. Ce programme a été créé dans un cadre intergénérationnel pour susciter des échanges entre personnes d'origines différentes et dans le souci d'une transmission vers les jeunes générations qui s'intéressent aussi à ces destins. Ce sont des professeurs d'histoire des lycées qui proposent d'insérer ce programme dans le cadre de leur enseignement. Nous avons un groupe de parole animé par un psychologue du service des survivants de la Shoah pour rassembler ce que l'on appelle les enfants cachés pendant la guerre et qui ont souvent été orphelins après la guerre. Et aussi dans les maisons des seniors avec des activités autour des mémoires personnelles. La mémoire est un thème central dans notre fondation, à travers le travail qui a été fait avec les historiens sur les archives des dossiers et sur l'histoire du travail social pour produire notamment ce beau livre sur deux siècles d'activités. ■

Au Casip, aucune action proche du religieux n'existait jusque dans les années 1970. J'ai beaucoup travaillé pour que les publics soient reçus avec une certaine compréhension de leur façon de vivre.